

Sujet 1: Dissertation

La démocratie est-elle condamnée à élire des tyrans?

Le sujet nous propose de déterminer si la démocratie est condamnée à élire des tyrans. Nous pouvons tout d'abord nous étonner d'une telle question: le principe d'une démocratie est d'élire un groupe de chefs qui représentent le bien commun. Or, un tyran agit dans son intérêt personnel, donc peu lui importent les intérêts de son peuple. Cependant, on est en droit de penser que si le tyran veut rester au pouvoir et éviter une révolte populaire, il doit se plier un minimum aux intérêts du peuple, comme si un principe démocratique était comme déjà contenu, finalement, dans tout régime. Mais cela ne veut pas dire que la démocratie est condamnée à élire des tyrans, seulement que c'est *possible*. Toutefois, en démocratie nous aurions affaire à l'arbitraire de millions, contre l'arbitraire d'un seul dans une tyrannie. Il semble donc, en effet, que ces deux régimes s'appellent mutuellement du fait d'une identité de principe où seuls le nombre et les modalités diffèrent. En d'autres mots, est-ce que la démocratie ne serait pas, par principe, tyrannique?

Toutefois la démocratie recèle un fond éthique que la tyrannie ne contient pas. En effet, elle ne peut fonctionner précisément qu'à la condition que chacun contribue positivement, d'une façon ou d'une autre, au bien commun, ce qui implique une ouverture à l'autre que la tyrannie ne contient ni dans son principe, ni dans ses modalités. C'est pourquoi il semble par ailleurs difficile de dire qu'elle contiendrait la tyrannie comme sa conséquence nécessaire.

Aussi, pour résoudre ce problème, il faudra dans un premier temps souligner la contradiction au sens de la question. Face à la légitimité de cette dernière, il faudra justifier que la démocratie repose sur l'humanité de l'individu. Cependant, parce que serons forcés de constater, dans un deuxième temps, que la démocratie encourage l'individualisme, il apparaîtra qu'un tyran qui ne se soucie que de ses propres intérêts est en vérité en conformité avec cette modalité de la démocratie. Il apparaîtra néanmoins dans un troisième temps que le tyran doit se soucier de l'intérêt collectif s'il veut rester au pouvoir. Aussi nous verrons que pour résoudre ce problème il faudra reconnaître que la démocratie est peut-être condamnée à élire des tyrans, mais qu'une certaine forme de tyrannie dans un gouvernement n'est forcément mauvaise.

XXX

La démocratie suppose que si chaque individu peut exprimer ses intérêts personnels, on peut arriver à un bien collectif. Aux États-Unis, par exemple, on valorise le vote de minorités électorales. En effet, les collèges électoraux vont permettre au vote d'un agriculteur du Montana d'être aussi valorisé que le vote d'une communauté urbaine. Sans ce système électoral, les besoins - très spécifiques - d'une minorité électorale ne seraient jamais représentés. La démocratie cherche donc à donner de la valeur aux intérêts individuels dans l'espoir de satisfaire l'intérêt collectif. Le tyran, lui, n'a pas comme priorité l'intérêt individuel. Donc, le tyran n'est pas conforme à la démocratie

dans la mesure où il ne valorise pas les intérêts personnels. C'est pourquoi, à première vue, il semblerait contradictoire qu'une démocratie élise un tyran.

Cependant, c'est dans l'intérêt personnel du tyran que de valoriser l'intérêt collectif. En effet, si un tyran ne fait que ce qu'il lui plaît et néglige l'intérêt collectif, il sera renversé. Ainsi, la démocratie et le tyran doivent tous deux valoriser l'intérêt collectif pour exister. La seule différence est que la démocratie repose avant tout sur la souveraineté de l'individu.

Mais alors comment s'assurer que l'individu accepte, en fin de compte, l'intérêt collectif, même quand il est au détriment de son intérêt personnel? La démocratie repose sur le compromis. Comment s'assurer qu'un individu reconnaisse les intérêts d'autrui dans une démocratie?

Notre capacité à reconnaître autrui fait la valeur d'une démocratie et nous empêche d'élire des tyrans. Reconnaître autrui et reconnaître la légitimité de ses intérêts, et les considérer comme aussi importants que les nôtres, assure le bon fonctionnement d'une démocratie. C'est pourquoi la démocratie repose sur notre humanité¹. Par exemple, si je reconnais l'intérêt qu'a un indigène américain à s'opposer à l'oléoduc d'Accès au Dakota du Nord, si je valorise son patrimoine et son bien-être, je serais plus disposée à compromettre les intérêts économiques derrière l'oléoduc. On élit un tyran lorsqu'on ne se soucie plus de l'intérêt d'autrui, car le tyran ne s'en souciera pas non plus. La compassion humaine permet à la démocratie d'éviter d'élire des tyrans.

Mais s'il faut valoriser l'intérêt d'autrui pour faire fonctionner une démocratie, qu'en est-il de l'intérêt personnel? Faut-il s'attendre à ce que tout le monde fasse des compromis? Le but de la démocratie n'est-il pas, avant tout, de donner une voix à chacun?

Nous voyons donc qu'il y a une contradiction au niveau de la question. Une démocratie ne devrait pas, par principe, élire des tyrans, et pourtant, tous deux ont le même souci: valoriser l'intérêt collectif. La question est donc parfaitement légitime. Il importe juste de comprendre le fonctionnement d'une démocratie. Il s'avère que celle-ci repose sur notre capacité à reconnaître autrui et ses intérêts. Il reste à expliquer comment un système politique qui privilégie l'individu repose nécessairement sur le compromis. Pour résoudre ce problème, il faudra étudier en quoi une démocratie est contradictoire et peut s'opposer à la nature humaine.

XXX

La démocratie peut privilégier l'intérêt individuel au détriment de l'intérêt collectif. Dans une démocratie, un individu reconnaît que ses intérêts ont la même valeur que les intérêts de quelconque autre individu. De ce fait, il s'attend à ce que la démocratie valorise son intérêt. Or son intérêt personnel ne correspond pas forcément à l'intérêt collectif. Mon intérêt à payer moins d'impôts ne correspond pas à l'intérêt des retraités qui dépendent de mes impôts. La démocratie est donc un système faussement individualiste. Aussi, la démocratie dépend du compromis des intérêts individuels, tout en promettant de valoriser ces intérêts. Comment retourner aux bases de la démocratie sans compromettre le bien collectif?

¹ La démocratie recèle une dimension éthique universelle: la reconnaissance de l'Autre comme condition de possibilité (voir corrigé).

La réponse est peut-être le tyran. Dans un sens, le tyran se conforme aux principes de la démocratie: lui aussi cherche à valoriser ses intérêts personnels. L'individu reconnaît chez le tyran cette volonté de ne pas compromettre. Dans une démocratie, on force l'individu à compromettre ses intérêts. Si assez d'individus partagent l'idéologie d'un tyran, ce tyran sera élu, car il garantit l'accomplissement de ces intérêts. Contrairement à la démocratie, le tyran ne se contraint pas à se compromettre pour l'intérêt d'autres individus. Le tyran finit par être élu dans une démocratie car l'individu finit par rejeter le compromis. Ces mêmes valeurs démocratiques qui encouragent l'individualisme mènent à sa perte aux mains d'un tyran.

Néanmoins, il faut nuancer. Ce point de vue est cynique, c'est-à-dire qu'il n'y a aucune foi en la bonté humaine. Si l'individu parvient à surmonter son individualisme et reconnaître autrui, la démocratie est sauvée, et le tyran (et ce qu'il représente) n'est pas nécessaire. Toutefois le compromis est rarement efficace en pratique: les élections américaines montrent à quel point l'individu, par son rejet de la discussion avec autrui, nécessite un tyran.

Ainsi, la démocratie se dit individualiste mais impose le compromis des intérêts individuels, Ceci constitue une contradiction, qui rend l'élection d'un tyran nécessaire, car la nature humaine rejette le compromis dans un cadre individualiste, la démocratie. Il suivra néanmoins que le tyran lui aussi doit faire des compromis au niveau de ses intérêts personnels. Nous verrons ainsi que l'élection d'un tyran n'est pas forcément une "condamnation" comme le suppose la question.

XXX

Un tyran ne peut pas agir qu'en fonction de ses intérêts personnels. En effet, si un tyran surexploite son peuple, s'il impose des lois injustes et s'il néglige l'intérêt collectif de son peuple, il sera renversé. Ainsi, le tyran doit se soucier de l'intérêt collectif, même au détriment de son intérêt personnel, comme l'indique Platon dans le livre I de La République en réfutant ainsi les arguments du sophiste Thrasymaque.

Cependant Platon, cette fois au livre VIII du même livre, note que le tyran peut demeurer au pouvoir tout en étant injuste, du fait même de la puissance qui lui est conférée par son élection suite à une crise démocratique. Bien entendu un excès d'injustice risque de le renverser et c'est pourquoi le tyran doit trouver un équilibre, où ses intérêts personnels prennent forcément le dessus. L'individu peut endurer d'énormes souffrances sous une tyrannie. Le collectif, lui, est nécessairement valorisé par le tyran d'une manière ou d'une autre. C'est dans ce sens que Thomas Hobbes peut dire au livre XVI du Léviathan, qu'il y a un rapport de dépendance symbolique du peuple à son souverain, lequel n'est pas un peuple sans lui, mais simplement une multitude d'intérêts et de conflits démocratiques éparpillés dans une guerre de tous contre tous. La tyrannie, selon Hobbes, peut contenir l'élément d'unification qui manque à la réalité démocratique d'une multitude pour se constituer comme peuple et, donc, comme société.

La question se heurte donc clairement au problème suivant: est-ce que la fin justifie les moyens? En effet, sans trop simplifier, la démocratie et le tyran cherchent tous deux à satisfaire l'intérêt collectif. La démocratie base l'intérêt collectif sur l'intérêt individuel de chacun. Le tyran a besoin de l'intérêt collectif pour satisfaire son intérêt personnel. Parfois, l'intérêt collectif découle

de l'intérêt individuel: une femme qui veut avorter médicalement, sans se mettre en danger, renvoie à l'intérêt collectif de légaliser l'avortement au nom de la santé publique.

Aussi le tyran, bien qu'il néglige (jusqu'à un point) l'intérêt de chacun, doit se soucier de l'intérêt collectif, tout comme la démocratie. Ainsi la tyrannie ne semble pas plus "mauvaise" que la démocratie dans son principe, car celle-ci n'est pas tout à fait conforme à sa nature.

Une démocratie élit un tyran parce que c'est conforme à l'intérêt collectif. En effet, si un tyran n'est pas compétent, il sera renversé. Selon Platon, un gouvernement idéal serait régi par des personnes compétentes. Un tyran donne la priorité à ses intérêts personnels, mais il peut être compétent. Napoléon, par exemple, a su imposer son idéologie de manière efficace. La limite de cet argument est évidente: des millions de personnes sont mortes au passage. Néanmoins, aujourd'hui, beaucoup de français perçoivent Napoléon comme un chef compétent. Qu'est-ce que le mal individuel face au bien collectif?

Voilà sans doute la solution à notre problème: Le chef, lorsqu'il néglige l'individu, agit mal à cette échelle, car il s'oppose à sa nature de dirigeant. Dans une démocratie, l'échelle individuelle est prioritaire. Donc si un tyran néglige les individus d'une ancienne démocratie (ce qu'il ferait nécessairement), il agit mal. Par conséquent l'élection d'un tyran constitue bien une condamnation pour la démocratie.

Le tyran doit donc se soucier de l'intérêt collectif. Cependant il est, de fait, en mesure de négliger le bien commun comme le bien de chacun et nous avons vu précédemment qu'il le fera nécessairement. Aussi cette action s'oppose aux principes démocratiques, qui valorisent les intérêts de l'individu. C'est pourquoi l'élection d'un tyran dans une démocratie est non seulement nécessaire, mais aussi mauvaise. L'équilibre semble donc pouvoir se trouver, comme le disait, finalement, Machiavel, dans une *République* capable d'inclure dans sa constitution la possibilité de mesures exceptionnelles et l'attribution d'un pouvoir exécutif absolu à un individu ou un petit groupe d'individus, comme l'a fait pendant plusieurs siècles la République de Venise, souvent citée en exemple par l'auteur du *Prince*.

Une république serait alors une démocratie contenant l'élément régalien de la tyrannie comme l'une de ses modalités et une tyrannie contenant l'élément éthique de la démocratie comme son autre modalité, où le mal *nécessaire* est compris par l'Etat-de-droit comme son négatif imminent: à tout moment le Prince peut se saisir d'une puissance négatrice des intérêts individuels, au service de la conservation de son pouvoir, lequel demeure la condition nécessaire de la survie de l'Etat.

Mais comme il ne peut pas toujours nier les biens de chacun et de tous individuellement, lesquels font eux aussi partie des éléments nécessaires à la survie de l'Etat, il doit venir un moment où il cède son pouvoir. Machiavel ne manque pas de voir le problème que cela pose : une telle institution (comme la dictature dans la Rome antique, l'article 16 dans la constitution française de 1958), comporte le risque d'une dérive tyrannique violente et pérenne, comme ce fut le cas, par exemple, au Chili sous Pinochet. Mais cela n'en supprime pas moins la nécessité d'une instance régaliennne sans laquelle c'est la tyrannie de la majorité, voire de tous contre tous, qui l'emportera, comme cela s'est produit à Athènes au Vème siècle avant J.C..

Ainsi, la démocratie semble condamnée à élire des tyrans. Dans un premier temps, nous avons mis en évidence la contradiction initiale au sein de la question. Il nous a fallu analyser ce qu'une démocratie nécessite pour fonctionner, c'est-à-dire la reconnaissance d'autrui. Dans un deuxième temps, nous avons souligné les aspects contradictoires d'une démocratie et montré en quoi ceux-ci attirent l'élection d'un tyran. Dans un troisième et dernier temps, nous avons vu qu'un tyran n'est pas mauvais parce qu'il se soucie de l'intérêt collectif, mais parce qu'il néglige l'intérêt individuel.